



**PRÉFET
DE L'AUBE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité Départementale Aube – Haute-Marne

TROYES, le 10/02/2025

Nos réf. : SAU/EC/MT n° 25-61

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/02/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SOUFFLET AGRICULTURE - Site de NOGENT GARE

Avenue Beauregard
10400 NOGENT-SUR-SEINE

Code AIOT : 0005702033

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03 février 2025 dans l'établissement SOUFFLET AGRICULTURE - Site de NOGENT GARE implanté Avenue Beauregard 10400 NOGENT-SUR-SEINE. L'inspection a été annoncée le 23 janvier 2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection a été réalisée dans le cadre de l'action régionale relative aux échéances de mise en demeure.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOUFFLET AGRICULTURE - Site de NOGENT GARE
- Avenue Beauregard 10400 NOGENT-SUR-SEINE
- Code AIOT : 0005702033
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Historiquement, ce site est un site soumis à autorisation au regard de son activité de silos, de stockage d'engrais et de produits phytopharmaceutiques. Ce site est classé "silo à enjeux très importants" (SETI) de par sa proximité de la voie ferrée et avec la gare de Nogent-sur-Seine. Toutefois, la réglementation relative aux silos a évolué et la société SOUFFLET a réparti les différentes activités (engrais et produits phytopharmaceutiques) sur d'autres sites. A ce jour, ce site exerce une activité de stockage de céréales en silos, ainsi qu'une activité de vente aux particuliers de produits connexes : terreau, pellets, aliments destinés aux animaux dont certains produits sont fabriqués sur place en petites quantités, ...

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Sécurité/sûreté

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Documents à disposition des services d'incendie et de secours	AP de Mise en Demeure du 13/12/2022, article 1 ^{er} (partiel)	Levée de mise en demeure
2	Surveillance et contrôle des accès	AP de Mise en Demeure du 13/12/2022, article 1 ^{er} (partiel)	Levée de mise en demeure
3	Rétention associée aux GRV contenant de l'huile végétale	AP de Mise en Demeure du 13/12/2022, article 1 ^{er} (partiel)	Levée de mise en demeure
4	Modifications du site	AP de Mise en Demeure du 13/12/2022, article 1 ^{er} (partiel)	Levée de mise en demeure

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette visite permet de lever la mise en demeure encadrée par l'arrêté préfectoral n° PCICP2022347-0002 du 13 décembre 2022.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Documents à disposition des services d'incendie et de secours

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 13/12/2022, article 1 ^{er} (partiel)
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Prescription contrôlée : La société SOUFFLET AGRICULTURE, dont le siège social se situe Quai Sarraill, 10400 NOGENT-SUR-SEINE, est mise en demeure pour son entrepôt de NOGENT GARE sis Avenue Beauregard à Nogent-sur-Seine, de respecter sous 1 mois, les dispositions suivantes de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts sous la rubrique n° 1510 : <ul style="list-style-type: none">• Point 3.5 relatif aux documents à disposition des services d'incendie et de secours ; [...] Pour rappel, cet article prescrit : <i>"L'exploitant tient à disposition des services d'incendie et de secours : - des plans des locaux avec une description des dangers pour chaque local présentant des risques particuliers et l'emplacement des moyens de protection incendie ; - des consignes précises pour l'accès des secours avec des procédures pour accéder à tous les lieux ; Ces documents sont annexés au plan de défense incendie défini au point 23 de cette annexe."</i>
Constats : Les consignes relatives à l'accès des secours ont été transmises par courriel du 16 janvier 2023. Il a été constaté leur présence sur site et leur mise à jour au 30 janvier 2025. Le plan des locaux est présenté. Il comporte les symboles des risques particuliers à chaque espace et l'emplacement des moyens de protection incendie.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 13/12/2022, article 1er (partiel)
Thème(s) : Risques accidentels, Sûreté
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La société SOUFFLET AGRICULTURE, dont le siège social se situe Quai Sarrail, 10400 NOGENT-SUR-SEINE, est mise en demeure pour son entrepôt de NOGENT GARE sis Avenue Beauregard à NOGENT-SUR-SEINE, de respecter sous 1 mois, les dispositions suivantes de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts sous la rubrique n° 1510 :</p> <ul style="list-style-type: none"> • [...] Point 25 relatif à la surveillance et aux conditions d'accès du site ; [...] <p>Pour rappel, cet article prescrit :</p> <p><i>« En dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'entrepôt, une surveillance de l'entrepôt, par gardiennage ou télésurveillance, est mise en place en permanence afin de permettre notamment l'alerte des services d'incendie et de secours et, le cas échéant, de l'équipe d'intervention, ainsi que l'accès des services de secours en cas d'incendie, d'assurer leur accueil sur place et de leur permettre l'accès à tous les lieux. Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas un accès libre à l'entrepôt. L'accès aux guichets de retrait, s'ils existent, reste cependant possible. Cette disposition est applicable à compter du 1^{er} janvier 2021. »</i></p>
<p>Constats :</p> <p>L'entrepôt dispose d'une alarme anti-intrusion et incendie, avec report d'information au responsable de site et au gardien hors heures ouvrées. Par courriel du 4 mai 2022, l'exploitant s'était engagé à contractualiser une prestation d'intervention avec un gardien pour réaliser une ronde sur site en cas d'alerte, puis prévenir le responsable du site en cas de problème avéré. Le délai de mise en place de cette action n'était pas précisé.</p> <p>Lors de la visite, l'exploitant a confirmé que le site de Nogent gare était dorénavant associé à la surveillance du site de NOGENT PORT et des entrepôts PSG, appartenant au groupe.</p> <p>Par courriel du même jour, il a confirmé que le site de Nogent gare n'avait fait l'objet d'aucune alerte depuis la mise en place de ce dispositif de surveillance. Il a présenté le rapport de main courante transmis chaque jour par la société de gardiennage (ici, rapport n° 005234 du 20 au 21 janvier 2025). Celui-ci fait référence aux rondes effectuées sur le site de NOGENT PORT et sur la levée de doute effectuée sur le site PSG, action représentative de ce qui serait réalisé sur le site de NOGENT GARE en cas d'alarme.</p> <p>Par courriel du 4 février 2025, l'exploitant a complété les consignes de gardiennage en y intégrant l'enregistrement des alertes et leur transmission aux responsables des sites concernés.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 3 : Rétention associée aux GRV contenant de l'huile végétale

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 13/12/2022, article 1 ^{er} (partiel)
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux superficielles
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La société SOUFFLET AGRICULTURE, dont le siège social se situe Quai Sarrail, 10400 NOGENT-SUR-SEINE, est mise en demeure pour son entrepôt de NOGENT GARE sis Avenue Beauregard à NOGENT-SUR-SEINE, de respecter : [...]</p> <ul style="list-style-type: none">• Sous 4 mois, les dispositions de l'article 4.4.3 c) relatif à la rétention associée aux conteneurs d'huile végétale. <p>Pour rappel, cet article prescrit :</p> <p><i>« Les stockages de produits qui, en raison de leurs caractéristiques et des quantités mises en oeuvre, sont susceptibles de porter atteinte à l'environnement lors d'un rejet direct, seront équipés de capacités de rétention étanches permettant de recueillir les produits pouvant s'écouler accidentellement. Ces dispositions sont applicables aussi bien aux produits liquides qu'aux produits solides contenus dans des emballages non étanches qui pourraient être dissous ou lessivés par les services de lutte contre l'incendie lors d'un sinistre.</i></p> <p><i>Le volume utile des capacités de rétention associées aux stockages de produits liquides devra être au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</i></p> <ul style="list-style-type: none">• 100 % de la capacité du plus grand réservoir,• 50 % de la capacité globale des réservoirs associés. <p><i>Les capacités de rétention ne comporteront aucun moyen de vidange par simple gravité dans l'égout ou le milieu récepteur. Dans le cas contraire, elles seront munies de vannes maintenues fermées et dont la clé sera confiée à un responsable désigné par l'exploitant. »</i></p>
<p>Constats :</p> <p>A ce jour, seuls 2 cubitainers d'huile végétale subsistent sur site. Le premier est stocké dans l'entrepôt, qui dispose d'une zone de rétention interne par construction (sol en pente, passages de porte surélevés, étanchéité des murs sur 20 cm environ). Le second, en cours d'utilisation pour la production d'aliments destinés aux animaux, est disposé sur une rétention métallique propre avec un volume adapté.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 4 : Modifications du site

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 13/12/2022, article 1 ^{er} (partiel)
Thème(s) : Situation administrative, Modifications
Prescription contrôlée : La société SOUFFLET AGRICULTURE, dont le siège social se situe Quai Sarraill, 10400 NOGENT-SUR-SEINE, est mise en demeure pour son entrepôt de NOGENT GARE sis Avenue Beauregard à NOGENT-SUR-SEINE, de respecter : [...] <ul style="list-style-type: none">• Sous 2 mois, les dispositions de l'article L. 181-14, en déposant un porter-à-connaissance informant la préfète de l'ensemble des modifications apportées au site depuis 2008 ; [...] Pour rappel, cet article prescrit : « Toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent de l'autorisation environnementale est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en œuvre ou de son exploitation. En dehors des modifications substantielles, toute modification notable intervenant dans les mêmes circonstances est portée à la connaissance de l'autorité administrative compétente pour délivrer l'autorisation environnementale dans les conditions définies par le décret prévu à l'article L. 181-32. L'autorité administrative compétente peut imposer toute prescription complémentaire nécessaire au respect des dispositions des articles L. 181-3 et L. 181-4 à l'occasion de ces modifications, mais aussi à tout moment s'il apparaît que le respect de ces dispositions n'est pas assuré par l'exécution des prescriptions préalablement édictées. »
Constats : La société SOUFFLET AGRICULTURE a déposé, afin de régulariser ses activités de fabrication et de stockage d'alimentation animale, un porter-à-connaissance en date du 6 septembre 2022, complété le 6 février 2023, le 6 septembre 2024 et le 14 novembre 2024. L'arrêté préfectoral complémentaire encadrant ces modifications a été signé le 27 janvier 2025.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure